

Le Président

Le Président

Bruxelles, le 28-07-2009

Monsieur Moussa Dadis CAMARA,  
Président du Conseil National pour  
la Démocratie et le Développement

SGS9/09679

Monsieur Kabiné KOMARA,  
Premier Ministre du Gouvernement de Transition  
de la République de GuinéeConakry  
République de Guinée

Monsieur le Président du CNDD,

Monsieur le Premier Ministre,

L'Union européenne considère que le coup d'État survenu en République de Guinée (ci-après dénommée "Guinée") le 23 décembre 2008 constitue une violation grave des éléments essentiels de l'accord de Cotonou repris dans son article 9. Ainsi, l'Union européenne, à travers la déclaration de sa présidence du 31 décembre 2008, a condamné fermement ce coup d'état, car en contradiction avec les principes mêmes de la démocratie. Par la même occasion, l'Union européenne a affirmé sa volonté d'accompagner la transition en cours en Guinée, vers un retour de l'ordre constitutionnel. Au titre de l'article 96 de l'accord de Cotonou, elle s'est donc engagée dans un dialogue politique avec le pouvoir en place afin d'examiner la situation et les possibles solutions. Les consultations ont été ouvertes le 29 avril 2009 à Bruxelles.

Au cours de la réunion d'ouverture de ces consultations, les parties ont discuté l'organisation d'une transition vers le rétablissement de l'ordre constitutionnel et la mise en place d'un régime démocratique, issu d'élections libres et transparentes. La partie guinéenne a également remis un mémorandum comprenant les étapes et les enjeux de la transition. L'Union européenne a pris note des propositions faites par la partie guinéenne lors de ces échanges, notamment:

### Feuille de route de transition

La partie guinéenne a confirmé son engagement sur la feuille de route, proposée par la Coalition des Forces vives le 17 mars 2009 et adoptée par le communiqué n° 50 du Président du CNDD le 28 mars 2009, dont les étapes suivent la chronologie suivante:

- poursuite de l'enrôlement des électeurs conformément au code électoral,
- mise en place du Conseil National de Transition (CNT),
- démarrage des travaux de toilettage de la Loi fondamentale,
- confection et distribution des cartes électorales,
- adoption des modifications de la Loi fondamentale,
- élections législatives,
- élections présidentielles,
- reprise des travaux de la Commission d'Enquêtes sur les événements tragiques de juin 2006 et de janvier et février 2007.

### Conseil National de Transition

- La partie guinéenne a confirmé que le CNT, prévu par la feuille de route et décidé par l'ordonnance n° 50 du Président du CNDD, sera mis en place au cours du mois de mai 2009.
- L'Union européenne restera attentive à ce que le CNT soit mis en place dans les meilleurs délais et que les dispositifs relatifs à sa composition, son mandat et ses attributions reflètent une approche inclusive et consensuelle.
- La partie guinéenne a confirmé que le Forum national, prévu dans le mémorandum, est un exercice indépendant de la mise en place du CNT, qui n'aura pas d'incidence sur son installation effective.

### Toilettage de la Loi fondamentale

- L'Union européenne a pris acte des intentions de la partie guinéenne de demander au CNT de procéder, avant les élections, à un toilettage de la Loi fondamentale, ainsi que certaines lois organiques, notamment le Code électoral.
- L'Union européenne reste attentive à ce que ce travail, d'une part, se limite aux aspects nécessaires pour permettre le déroulement de la transition et l'organisation des élections, et, d'autre part, n'ait pas d'incidence négative sur le calendrier de la feuille de route.

### Élections

- La partie guinéenne s'est engagée sur le calendrier électoral prévu par la feuille de route, à savoir des élections législatives le 11 octobre 2009 et présidentielles à deux tours les 13 et 27 décembre 2009. L'Union européenne restera attentive au respect de ces périodes.
- La partie guinéenne a confirmé l'engagement pris par le Président du CNDD, que celui-ci, les membres du CNDD, et le Premier Ministre du Gouvernement de transition, ne se porteront pas candidats aux élections. L'Union européenne estime que cet engagement est fondamental et qu'il doit faire l'objet d'une décision formelle.
- En ce qui concerne la préparation et le déroulement des élections, la partie guinéenne a précisé les mesures suivantes pour assurer qu'elles soient libres et transparentes:
  - La responsabilité entière de l'organisation et de la gestion des élections a été confiée à la Commission Électorale Nationale Indépendante, par l'ordonnance n° 015 du Président du CNDD du 4 janvier 2009.
  - La Guinée compte demander une observation électorale internationale et s'engage également à inviter la société civile guinéenne à participer à l'observation des élections.
  - Des mesures ont été prises pour assurer un accès équitable aux médias pour les candidats aux élections.
  - La Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême sera rétablie pour gérer les contentieux électoraux et pour publier les résultats des élections.
- En ce qui concerne le financement des élections, un budget détaillé par activités sera remis pour examen au Groupe International de Contact pour la Guinée.

## Droits de l'homme, État de droit, gouvernance

L'Union européenne a pris acte des efforts en cours du gouvernement de transition guinéen pour lutter contre le trafic de drogues, l'impunité et la corruption, ainsi que son engagement de réaliser des audits afin d'assainir les finances publiques. Dans ce contexte, l'Union européenne attache une importance particulière aux engagements pris par la partie guinéenne pour respecter les principes de l'État de droit, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, notamment:

- La confirmation de l'absence de prisonniers politiques.
- Le rétablissement de la Chambre Judiciaire de la Cour Suprême pour servir d'instance supérieure judiciaire du pays.
- Le respect des droits des personnes détenues pour des délits de droit commun, notamment leur droit à un avocat dès l'arrestation et à un procès équitable par l'instance judiciaire compétente.
- Le respect du principe de l'égalité devant la loi.
- Le reversement au Trésor des fonds recouvrés dans le cadre des audits afin de permettre leur prise en compte dans le budget national.
- La reprise des travaux de la Commission d'Enquêtes sur les événements tragiques de juin 2006 et de janvier et février 2007 dès la mise en place du futur gouvernement issu des élections.

L'Union européenne a estimé globalement encourageants les engagements pris par la partie guinéenne, mais s'inquiète de l'absence de progrès dans la mise en œuvre de la feuille de route. Ainsi, a-t-il été décidé d'arrêter les mesures appropriées suivantes, au titre de l'article 96, paragraphe 2, point c), de l'accord de Cotonou, portant sur une reprise progressive de la coopération, en vue d'accompagner la transition:

1. L'Union européenne continuera à financer des actions à caractère humanitaire, d'urgence, en appui direct aux populations, en appui à la transition politique et à la sortie de crise. Dans ce cadre, il convient de noter qu'un nouvel appui pour la préparation des élections législatives et présidentielles pourrait être fourni, notamment par la mobilisation de l'enveloppe B du 10<sup>ème</sup> Fonds européen de développement (FED) et, en cas de réception en temps utile d'une invitation de la part des autorités guinéennes, par la mise en place d'une observation électorale. La Commission européenne continuera également à financer les contrats en cours d'exécution portant sur d'autres actions que celles précisées ci-dessus.

2. Les mesures conservatoires, prises pour les programmes et projets en cours au titre du 9<sup>ème</sup> FED et des FED précédents hormis les projets de réhabilitation des bâtiments publics et d'appui à la décentralisation, seront levées dès l'installation effective d'un CNT, dont le mandat, les attributions et la composition ont été établis de façon consensuelle par les parties prenantes de la transition guinéenne.
3. Les mesures conservatoires, prises pour les programmes et projets en cours au titre du 9<sup>ème</sup> FED et des FED précédents seront totalement levées dès publication du fichier électoral et du décret portant fixation des dates des élections et de l'ouverture officielle de la campagne électorale ainsi que des dispositions garantissant la liberté de réunion publique et de campagne des partis politiques.
4. La poursuite du programme du Fonds monétaire international (FMI) et la reprise du processus d'allègement de la dette au titre des Pays Pauvres Très Endettés (PTTE) pourrait être accompagnée d'une contribution de l'Union européenne à hauteur de 8 millions d'euros pour l'apurement des arriérés envers la Banque européenne d'investissement (BEI) sur les prêts provenant des ressources du FED à travers l'enveloppe B du 10<sup>ème</sup> FED. Cet appui pourra être mobilisé suite à la fermeture officielle du dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle, confirmant la non-participation du Président et des membres du CNDD ainsi que du Premier Ministre du gouvernement de transition.
5. Le Document de Stratégie de Coopération et le Programme Indicatif Nationale (DSP/PIN) pour la Guinée, d'un montant indicatif de 237 millions d'euros, sera mis à jour, renégocié et signé suite à la tenue des élections législatives et présidentielles et suite à l'installation effective des élus de l'Assemblée Nationale. Une revue à mi-parcours du 10<sup>ème</sup> FED, dont les conclusions sont prévues pour 2010, analysera les performances de mise en œuvre et pourrait conclure la réévaluation de l'enveloppe attribuée à la Guinée.

Afin d'assurer la bonne poursuite des actions de coopération, la Commission européenne se réserve, en cas de besoin, le droit de reprendre, entièrement ou partiellement, à son propre titre les fonctions d'Ordonnateur national du FED.

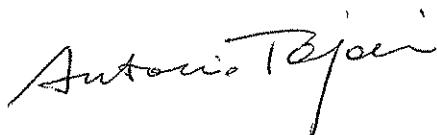
Dans le cadre de la procédure au titre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou, l'Union européenne continuera à suivre de près la situation en Guinée pendant une période de suivi de vingt-quatre mois. Pendant cette période, un dialogue renforcé dans le cadre de l'article 8 de l'accord de Cotonou sera maintenu avec le gouvernement de Guinée en vue d'accompagner le processus de transition et des revues régulières associant la présidence de l'Union européenne et la Commission européenne seront effectuées. La première mission de suivi aura lieu dans un délai qui ne dépassera pas les six mois.

L'Union européenne se réserve le droit de modifier les "mesures appropriées" décrites ci-dessus en fonction de l'évolution de la mise en œuvre des engagements, en particulier ceux décrits à la section "Droits de l'homme, État de droit, gouvernance".

Les deux parties s'engagent à poursuivre un dialogue politique régulier, dans le cadre de l'article 8 de l'accord de Cotonou, avec le nouveau gouvernement issu des élections, au sujet des réformes dans le domaine de la gouvernance politique, judiciaire et économique ainsi que des réformes du secteur de la sécurité.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président du CNDD et Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour la Commission



**A. TAJANI**

Pour le Conseil



**C. BILDT**

Copies:    Ambassadeur de la République de Guinée  
              Président du Conseil des Ministres ACP - UE  
              Président du Comité des Ambassadeurs ACP  
              Secrétaire général du Groupe des États ACP